Editorial d'« Eléments » (avril 2007)

Dossier sur la gouvernance

DEMOCRATIE ?

Il n'y a aujourd'hui plus beaucoup d'hommes de gauche pour dénoncer la démocratie, à la façon de Karl Marx, comme une procédure de classe inventée par la bourgeoisie pour désarmer et domestiquer le prolétariat, ni beaucoup d'hommes de droite pour soutenir, à la façon des contre-révolutionnaires, qu'elle se ramène à la « loi du nombre » et au « règne des incompétents » (sans jamais être capables, d'ailleurs, de dire exactement ce qu'ils aimeraient mettre à sa place). A de rares exceptions près, ce n'est plus entre partisans et adversaires de la démocratie que l'on s'oppose de nos jours, mais exclusivement entre ses partisans, au nom des différentes façons de la concevoir.

La démocratie n'a pas pour but de déterminer la vérité. Elle est seulement le régime qui fait résider la légitimité politique dans le pouvoir souverain du peuple. Ce qui implique d'abord qu'il y ait un peuple. Au sens politique du terme, un peuple se définit comme une communauté de citoyens dotés politiquement des mêmes capacités et liés par une règle commune à l'intérieur d'un espace public donné. Se fondant sur le peuple, la démocratie est aussi le régime qui permet à tous les citoyens de participer à la vie publique, qui affirme qu'ils ont tous vocation à s'occuper des affaires communes. Osons un pas de plus : elle ne proclame pas seulement la souveraineté du peuple, mais a vocation à mettre le peuple au pouvoir, à permettre au peuple d'exercer lui-même le pouvoir.

L'*homo democraticus* n'est pas un individu, mais un citoyen. La démocratie grecque fut d'emblée une démocratie de citoyens (*politai*), c'est-à-dire une démocratie communautaire, et non une société d'individus, c'est-à-dire d'êtres singuliers (*idiotai*, « idiots » au sens propre). Individualisme et démocratie sont, de ce point de vue, originellement incompatibles. La démocratie appelle un espace public de délibération et de décision, qui est aussi un espace d'éducation communautaire pour l'homme considéré par nature comme politique et social. Enfin, lorsque l'on dit que la démocratie permet au plus grand nombre de participer aux affaires publiques, on doit se souvenir que, dans toutes les sociétés, ce plus grand nombre comprend toujours une majorité d'individus appartenant aux classes populaires. De ce point de vue, une politique véritablement démocratique doit être considérée, sinon comme celle qui fait prévaloir les intérêts des plus pauvres, du moins comme un « correctif au pouvoir de l'argent » (Giuseppe Preve).

Cependant, plus elle s'est imposée, plus la démocratie s'est dénaturée. La preuve en est

que le « peuple souverain » est désormais le premier à s'en détourner. En France, l'abstention et le vote-sanction ont d'abord été les moyens d'exprimer une insatisfaction sur la manière dont fonctionne la démocratie. Après quoi, le vote protestataire a cédé la place au vote de perturbation, qui vise délibérément à bloquer le système. Ainsi s'est constituée ce que le politologue Dominique Reynié appelle la « dissidence électorale », vaste rassemblement de mécontents et de déçus. A l'élection présidentielle de 2002, cette dissidence représentait déjà 51 % des inscrits, contre seulement 19,4 % en 1974. Elle a atteint 55,8 % aux législatives qui ont suivi. Or, les principaux pourvoyeurs de la dissidence électorale proviennent des classes populaires, ce qui signifie que l'inexistence civique ou l'invisibilité électorale est avant tout le fait de ces mêmes milieux auxquels la démocratie avait donné le droit « souverain » de parler. Qu'adviendra-t-il lorsque cette dissidence choisira de s'exprimer en dehors du champ électoral ?

Simultanément, on assiste depuis des années, mais à partir du haut cette fois, à une dénaturation de la démocratie de la part d'une Nouvelle Classe politico-médiatique qui, pour sauvegarder ses privilèges, souhaite en restreindre le plus possible la portée. Jacques Rancière n'hésite pas à parler de « nouvelle haine de la démocratie », une haine qui pourrait « se résumer en une thèse simple : il n'y a qu'une seule bonne démocratie, celle qui réprime la catastrophe de la civilisation démocratique ». L'idée dominante est qu'il ne faut pas abuser de la démocratie, faute de quoi on risquerait de sortir de l'état de choses existant.

L'un des moyens de dénaturer la démocratie consiste à faire oublier qu'elle est une forme de régime politique avant d'être une forme de société. Un autre moyen consiste à présenter comme intrinsèquement démocratiques des traits de société, comme la recherche d'un accroissement illimité de biens et de marchandises, qui sont en fait des réalités inhérentes à la logique de l'économie capitaliste : « démocratiser » signifierait produire et vendre à des couches de plus en plus larges des produits à forte valeur ajoutée. Une troisième façon consiste à tenter de créer les conditions d'une reproduction à l'identique du désordre institué, sacralisé comme seul ordre véritablement possible, comme relevant d'une nécessité historique devant laquelle chacun, par « réalisme », devrait s'incliner. (« Le réalisme, c'est le bon sens des salauds », disait Bernanos). C'est l'idéal de la *gouvernance*, qu'on pourrait définir comme une manière de rendre non démocratique une société démocratique sans pour autant combattre frontalement la démocratie : on ne supprime pas formellement la démocratie, mais on met en place un système permettant de gouverner sans le peuple, et si nécessaire contre lui.

La gouvernance, qui s'exerce aujourd'hui à tous les niveaux, vise à placer la politique dans la dépendance de l'économie par le biais d'une « société civile » transformée en simple marché. Elle apparaît par là comme une « façon de contenir la souveraineté populaire » (Guy Hermet). Vidée de son contenu, la démocratie devient elle-même une démocratie de marché, dépolitisée, neutralisée, confiée aux experts et soustraite aux citoyens. La gouvernance aspire à une société mondiale unique, appelée à durer éternellement – la temporalité elle-même se trouvant réifiée. Dépolitiser, neutraliser la politique, c'est en effet en placer les enjeux dans des lieux qui soient des non-lieux. L'objectif est de supprimer toutes les pesanteurs qui pourraient faire obstacle à l'illimitation de la Forme-Capital. « Le coup de force du capital, disait Jean Baudrillard, c'est d'avoir tout inféodé à l'économie ». La société tout entière serait ainsi mise au service du capitalisme libéral.

Il ne s'agit pas ici de développer une nouvelle théorie conspirationniste sur les « maîtres du

monde ». La gouvernance n'est que le résultat logique de l'évolution systémique des sociétés à laquelle nous assistons depuis des décennies. Il ne s'agit pas non plus de représenter le peuple comme un être « naturellement bon », aliéné et corrompu par des méchants. Le peuple n'est pas sans défauts. Mais on peut penser, avec Machiavel et Spinoza, que les défauts du vulgaire ne se distinguent pas fondamentalement de ceux des princes – et que, dans l'histoire, ce sont surtout les élites qui ont trahi. Comme l'a écrit Simone Weil, « le véritable esprit de 1789 consiste à penser, non pas qu'une chose est juste parce que le peuple la veut, mais qu'à certaines conditions le vouloir du peuple a plus de chances qu'aucun autre vouloir d'être conforme à la justice ».

On a pu dire de la République de Weimar qu'elle était une démocratie sans démocrates. Nous vivons aujourd'hui dans des sociétés oligarchiques où tout le monde est démocrate, mais où il n'y a plus de démocratie.

Robert de HERTE